

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

16 DÉCEMBRE 1996

PROPOSITION DE LOI

**portant exécution temporaire
et partielle de l'article 103
de la Constitution**

AMENDEMENTS

présentés après dépôt du rapport

N° 45 DE M. BOURGEOIS

Art. 2

Compléter cet article par un § 3, libellé comme suit :

« § 3. *Le conseiller-juge d'instruction ne peut être saisi qu'à la demande du procureur général près la Cour de cassation. L'article 63 du Code d'instruction criminelle n'est pas applicable en l'occurrence.* »

JUSTIFICATION

Le présent amendement vise à prévoir explicitement dans la loi que la personne lésée ne peut pas mettre elle-même en mouvement l'action publique. Cette disposition correspond au régime prévu pour les magistrats en matière de privilège de juridiction. L'article 479 du Code d'instruction criminelle habilite seulement le procureur général

Voir :

- 832 - 96 / 97 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. Vanvelthoven, Gehlen, Landuyt, Moureaux, Vandeurzen et Van Parys.
- N°s 2 et 3 : Amendements.
- N° 4 : Avis du Conseil d'Etat.
- N° 5 : Rapport.
- N° 6 : Texte adopté par la commission.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

16 DECEMBER 1996

WETSVOORSTEL

**houdende tijdelijke en gedeeltelijke
uitvoering van artikel 103
van de Grondwet**

AMENDEMENTEN

voorgesteld na indiening van het verslag

N° 45 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 2

Dit artikel aanvullen met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. *De raadsheer-onderzoeksrechter kan slechts gevat worden op verzoek van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie. Artikel 63 van het Wetboek van Strafvordering is in deze niet van toepassing.* ».

VERANTWOORDING

Hiermee wordt expliciet in de wet opgenomen dat de benadeelde de strafvordering niet zelf op gang kan brengen. Dit stemt overeen met de regeling inzake voorrecht van rechtsmacht voor magistraten. Artikel 479 van het Wetboek van Strafvordering verleent de bevoegdheid om de strafvordering ten laste van een persoon met in die

Zie :

- 832 - 96 / 97 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Vanvelthoven, Gehlen, Landuyt, Moureaux, Vandeurzen en Van Parys.
- N°s 2 en 3 : Amendementen.
- N° 4 : Advies van de Raad van State.
- N° 5 : Verslag.
- N° 6 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

près la cour d'appel, et non la personne lésée, à intenter l'action publique à charge d'une personne revêtue de la qualité mentionnée dans cette disposition légale (Cass. 22 octobre 1985, AC 1985-1986, 230).

Les membres de la commission partagent dans une large mesure ce point de vue.

Le présent amendement offre certaines garanties à la personne lésée dont la plainte est instruite par le procureur général près la Cour de cassation, tout en protégeant la fonction de ministre contre les plaintes arbitraires, vexatoires ou téméraires dont le seul but serait d'atteindre le ministre par la publicité qui serait inévitablement donnée à l'affaire, même si la plainte aboutit à un non-lieu. Un juge d'instruction saisi d'une plainte régulière avec constitution de partie civile est en effet obligé d'ouvrir une instruction (Cass. 1^{er} mars 1989, AC, 1988-1989, 751).

La personne lésée a évidemment le droit de se constituer partie civile en tout état de cause, y compris par le biais d'une intervention auprès du conseiller-juge d'instruction.

N° 46 DE M. BOURGEOIS

Art. 3

Remplacer l'alinéa 3 par ce qui suit :

« Les autres mesures de contrainte sont ordonnées par le conseiller-juge d'instruction. Une chambre spéciale de la Cour de cassation, composée d'un président et de deux conseillers désignés à cet effet par le premier président de cette Cour, exerce les fonctions de chambre du conseil. ».

JUSTIFICATION

Il est inutile (voire hasardeux, l'énumération risquant de ne pas être exhaustive) d'énumérer les mesures de contrainte relevant de la compétence du conseiller-juge d'instruction, et de spécifier les compétences dévolues à la chambre du conseil, étant donné que c'est le droit commun qui s'applique, pour autant qu'il soit compatible avec les dispositions de la présente loi, et abstraction faite du prescrit de l'alinéa 2 de cet article quant à l'arrestation et à la détention préventive.

Pour des raisons d'uniformité linguistique, il convient de parler de chambres dans le cadre des subdivisions à la Cour de cassation, en l'occurrence de chambre spéciale.

N° 47 DE M. BOURGEOIS

Art. 4

Remplacer le § 1^{er} par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Quand l'instruction est complète, le conseiller-juge d'instruction communique son dossier au procureur général près la Cour de cassation, qui le transmet à la Chambre des représentants, accompagné de son réquisitoire. ».

wettelijke bepaling vermelde hoedanigheid in te stellen alleen aan de procureur-generaal bij het Hof van Beroep, en niet aan de benadeelde (Cass., 22 oktober 1985, AC 1985-1986, 230).

Deze visie werd ruim gedeeld door de commissieleden.

Het amendement biedt garanties voor de benadeelde die zijn klacht behandeld weet door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie. Het beschermt anderzijds het ambt van minister tegen willekeurige, tergende, roekeloze klachten met geen ander doel de minister te treffen door de onvermijdelijke publiciteit die aan de zaak gegeven wordt, zelfs als de klacht op een buitenvervolginstelling eindigt. Een onderzoeksrechter bij wie een regelmatige klacht met burgerlijke-partijstelling is gedaan, is immers verplicht een onderzoek in te stellen (Cass. 1 maart 1989, AC, 1988-1989, 751).

Uiteraard heeft de benadeelde wel het recht om zich in elke stand van het geding burgerlijke partij te stellen, ook bij wijze van voeging bij de raadsheer-onderzoeksrechter.

N° 46 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 3

Het derde lid vervangen door wat volgt :

« De overige dwangmaatregelen worden bevolen door de raadsheer-onderzoeksrechter. Een bijzondere kamer van het Hof van Cassatie, samengesteld uit een voorzitter en twee raadsheren daartoe door de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie aangewezen, oefent de functies van raadkamer uit. ».

VERANTWOORDING

Een opsomming van de dwangmaatregelen waartoe de raadsheer-onderzoeksrechter bevoegd is, en de specificering van de bevoegdheden van de raadkamer is overbodig (en bovendien gevaarlijk gelet op het risico van onvolledigheid), vermits het gemene recht, in zoverre verenigbaar met de bepalingen van deze wet, van toepassing is met uitzondering uiteraard van wat bepaald is in het tweede lid van dit artikel inzake aanhouding en voorlopige hechtenis.

Het is aangewezen om in het kader van onderverdelingen in het Hof van Cassatie te spreken van kamers, in dit geval bijzondere kamer, ten einde een eenheid in terminologie te behouden.

N° 47 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 4

Paragraaf 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. Wanneer het onderzoek is voltooid, maakt de raadsheer-onderzoeksrechter zijn verslag aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie over, die het, samen met zijn vordering, naar de Kamer van volksvertegenwoordigers stuurt. ».

N° 48 DE M. BOURGEOIS

Art. 2

Remplacer le § 2 par la disposition suivante :

« § 2. *L'information et les poursuites relatives aux infractions visées au § 1^{er} sont dirigées par le procureur général près la Cour de cassation.*

L'instruction est menée par un conseiller à la Cour de cassation, dénommé ci-après « le conseiller-juge d'instruction », désigné à cette fin par le premier président de cette Cour.

Le procureur général près la Cour de cassation et le conseiller peuvent, chacun pour ce qui le concerne, exercer toutes les compétences réservées au procureur du Roi et au juge d'instruction, sous réserve des exceptions prévues à l'article 3. »

JUSTIFICATION

Cette version plus détaillée de l'article 2, § 2, indique plus clairement que le conseiller et le procureur général exercent respectivement les fonctions de juge d'instruction et de procureur du Roi.

Par ailleurs, ce texte attribue au conseiller-juge d'instruction la plénitude des pouvoirs d'un juge d'instruction. La proposition de loi initiale ne permet pas au conseiller-juge d'instruction d'ordonner la moindre mesure de contrainte. Il a besoin de l'autorisation de la Chambre des représentants pour précéder à une arrestation ou à une mise en détention préventive. Quant aux autres mesures de contraintes, elles ne peuvent être ordonnées que par un collège composé de trois conseillers, dont le conseiller-juge d'instruction.

Cette conception trahit un manque de confiance à l'égard du conseiller qui est désigné par le président de la Cour de cassation en qualité de juge d'instruction. En outre, le fonctionnement d'un collège est trop lourd pour que celui-ci puisse jouer le rôle de juge d'instruction. Un juge d'instruction est parfois appelé à intervenir très rapidement et doit toujours pouvoir faire preuve d'une grande précision dans ses interventions. Un collège qui doit être réuni, qui doit délibérer et qui décide à la majorité des voix ne répond pas à ces exigences. Cet organe hypothéquerait du reste lourdement le fonctionnement de la cour de cassation. En effet, les deux conseillers qui ne sont pas chargés de l'instruction judiciaire seront, eux aussi, appelés à se prononcer sur des actes d'instruction importants et devront donc également suivre l'instruction de près s'ils veulent se forger une opinion indépendante.

Enfin, et ce n'est pas là la moindre objection, la proposition est contraire à l'exigence d'une administration impartiale de la justice, puisque les trois conseillers qui accomplissent des devoirs de juge d'instruction siègent également en chambre du conseil.

Faire siéger trois autres conseillers comme chambre du conseil se heurterait à des objections d'ordre pratique, dans la mesure où six conseillers déjà ne pourraient plus exercer de fonction juridictionnelle.

N° 48 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 2

Paragraaf 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. *Het opsporingsonderzoek en de vervolgingen met betrekking tot misdrijven bedoeld in § 1 worden geleid door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.*

Het gerechtelijk onderzoek wordt gevoerd door een raadsheer in het Hof van Cassatie, daartoe in het bijzonder aangewezen door de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, verder genoemd « de raadsheer-onderzoeksrechter ».

De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en de raadsheer kunnen, ieder wat hem betreft, alle ambtsverrichtingen uitoefenen welke zijn voorbehouden aan de procureur des Konings en aan de onderzoeksrechter, onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald in artikel 3. ».

VERANTWOORDING

Deze meer gedetailleerde omschrijving geeft duidelijk weer dat de raadsheer de functie heeft van onderzoeksrechter en de procureur-generaal de functie van procureur des Konings.

Verder wordt met deze tekst aan de raadsheer-onderzoeksrechter de « volheid van bevoegdheid » van een onderzoeksrechter verleend. In het voorstel van de indieners kan de raadsheer-onderzoeksrechter geen enkele dwangmaatregel bevelen. Voor aanhouding en voorlopige hechtenis moet de Kamer van volksvertegenwoordigers haar toestemming geven. Voor de overige dwangmaatregelen moet een college bestaande uit drie raadsheren, waaronder de raadsheer-onderzoeksrechter beslissen.

Dergelijke visie getuigt van een gebrek aan vertrouwen in de raadsheer die door de voorzitter van het Hof van Cassatie als onderzoeksrechter aangewezen wordt. Bovendien is een college van drie raadsheren te log om als onderzoeksrechter op te treden. Een onderzoeksrechter moet soms zeer snel en in alle geval accuraat kunnen optreden. Een college dat moet samengeroepen worden, dat moet beraadslagen en bij meerderheid van stemmen beslist, beantwoordt niet aan deze vereisten. Het zal trouwens een te grote hypotheek leggen op de werking van het Hof van Cassatie. Immers, ook de twee raadsheren die niet belast zijn met het gerechtelijk onderzoek, zullen niettemin beslissen over zeer belangrijke onderzoeksdaaden en dus ook, willen zij zich een zelfstandig oordeel kunnen vormen, het onderzoek van dichtbij moeten volgen.

Tenslotte en niet in het minst is het voorstel van de indieners strijdig met het vereiste van een onpartijdige rechtsbeding, vermits de drie raadsheren die daden van een onderzoeksrechter stellen ook zetelen als raadkamer.

Nog eens drie andere raadsheren als raadkamer laten zetelen, zou op praktische bezwaren stuiten, vermits dan reeds zes raadsheren niet meer als vonnisgerecht kunnen zetelen.

G. BOURGEOIS